amais du mal de vous; vos
toujours assez."
—Talleyrand.

e House
JOHNSTON
Prop.
$3.25 à $5.00 par jour.
HAMBRES
avec Bain
ONTARI

TELEPHONES:
Bureau, Gerrard 1262
Résidence, Gladstone 18
Résidence, Gladstone 39

Brothers
RS EN GRAVOIS
TORONTO, ONT

CTING CO. LIMITE
EURS GENERAUX
x de Construction
PAVAGE, EXCAVATION
CONSTRUCTION D'EGOU
ET NIVELAGE DE
CHEMIN DE FER.
POTS, 951 RUE McDOUGALL
EL. 3636
OSOR, ONT.

Creamery
MITED
I. BALLANTYNE
résident
ONTARI

ssante Publicatio
sur Demande
bligations municipales et gouver
ises, allemandes et autres valeu
veront quelque chose d'intéressa
février de "LE BULLETIN
R" que cette firme publie chaq
l'imprimerie et contient toutes
belges, françaises, italiennes,
hiennes, russes et polonaises.
loppements économiques et p
une autre caractéristique im
tatistiques a entrepris un exam
igation qui offre des occasions
up d'argent. Des détails compl
a livraison de février.
d'inscrire votre nom sur notre li
enverrons ce bulletin par la po
rien et peut facilement vous ouv
périté future.
STAVE BRAULT
Département Français.
ison de placement de
ASCO & COMPAGNI
lusivement en Obligations
icipales et Gouvernementales
Trust, 290 rue St-Jacq
ONTREAL

NOS ANNONCEURS.

'Soyons canadiens d'abord

LE CANADIEN LIMITEE
Editeurs—Propriétaires
303-305 RUE DALHOUSIE
Tél. R. 6366 OTTAWA, ONT.

LE CANADIEN
D'OTTAWA

Le Grand Hebdomadaire Français d'Ontario
"LE CANADIEN"
Journal Politique et Litteraire
ABONNEMENT:
Un an..... $2.00
Six mois..... $1.25

No 36. OTTAWA, VENDREDI, 31 JUILLET 1925. 2 SOUS LE NUMERO.

EMANDE A M. KING DE DIRE SI ON AURA UNE ELECTION GENERALE

M. Monty met le premier ministre en demeure de prendre décision dans 15 jours.

ASSEMBLEES A AYLMER ET MESSINES

Aile protectionniste se rapproche de la Capitale. — 6,000 personnes à Messines. — Ovation à Aylmer.

POUR LA SECONDE FOIS l'offensive protectionniste a envahi la ville d'Ottawa dimanche et lundi derniers. L'hon. M. Monty et ses amis ont remporté un éclatant succès à Messines (comté de Pontiac) où 6,000 personnes ont assisté au ralliement conservateur et à Aylmer où une salle comble a fait une ovation au chef protectionniste. LA SE RAPPROCHANT de la capitale l'offensive protectionniste a repris son tir et à l'assemblée d'Aylmer l'hon. M. Monty a fait une mise en demeure au gouvernement. "Je demande, dit-il, à M. King si on aura une élection générale. Nous voulons une réponse ferme. Il faut que le peuple sorte de l'incertitude où il est depuis longtemps. Que M. King rétablisse la tranquilité dans le pays. Qu'il fasse des élections: il sera battu. S'il s'évade on se portera en masse au parlement pour demander une dissolution immédiate des chambres."

LA LIGNE DES TEMPS

Les deux dernières assemblées d'offensive protectionniste sont dignes des temps. Les orateurs ont été écoutés et applaudis par des foules considérables. A l'assemblée d'Aylmer une salle comble a fait ovation à M. Monty et a souligné très fréquemment des applaudissements les paroles des orateurs qui ont défendu la politique protectionniste comme solution de nos difficultés actuelles.

LA CAUSE

L'hon. M. Monty a été très clair dans son exposé de la cause du malaise. Le parti libéral, dit-il, préconisait le tarif dans le but de la protection dans Ontario, libre-échange dans l'ouest, réciprocité dans les provinces maritimes. Arrivé au pouvoir il se trouve dans une mauvaise posture pour appliquer une politique tarifaire. Aussi on vit le pays dans une dépression générale et les capitalistes et industriels ont gardé leurs capitaux. L'industrie a manqué de capitaux. En deux ans (1920-1923) faillites; le capital investi a diminué de $83,000,000; les salaires de $200,000,000 ont eu 165,000 ouvriers de moins. Tout cela parce que les capitalistes ne voulaient pas risquer leurs capitaux à cause de la crainte de la politique du gouvernement.

LE COMPROMIS

Pour garder le pouvoir M. King a fait un compromis avec les protectionnistes. Il a réduit le tarif par la base. Et la conséquence fut que de nos industries: 2,800 établissements industriels ont fermé leurs portes et jeté les ouvriers dans la rue.

Parmi les industries de la chaussure: le tarif préférentiel;

Les lainages et des textiles; les filatures et des meuneries; ruine de la

Pas d'argent, pas de commandes; pas de marché, pas de production; pas de production, pas de travail. Conséquence encore de tout le code des nôtres aux Etats-Unis, code du capital, des industries de la main d'oeuvre.

LES PROMESSES DE 1921

Mme DesRochers a fait le procès de l'administration King qui a violé les promesses de 1921. En 1921 le parti libéral AVAIT PROMIS de réduire la TAXE: elle a été de $13,651,000, il avait promis L'ECONOMIE: les dépenses du dernier ont augmenté de $90,000,000; il avait promis d'augmenter les REVENUS: ils ont baissé au dernier de $54,000,000; il avait promis de réduire la DETTE: elle a augmenté de $90,000,000; il avait promis un SURPLUS: suivant Marler, chef libéral, en 1921 nous avons un déficit net de $90,000,000; il avait promis de débarrasser des CHEMINS DE FER: ils ont augmenté leur passif de $96,000,000; il avait promis de changer le TARIF il l'a changé trois fois.

Quant au dépeuplement de nos campagnes, le chômage dans les villes, l'exode par milliers aux Etats-Unis. Gardons les nôtres chez nous. Soyons Canadiens toujours et la prospérité reviendra.

LA PROTECTION

Les applaudissements prolongés qui ont suivi les premières déclarations de Mme le notaire F. A. Labelle, le notaire F. A. Labelle débute en disant: "Je vous ai dit la vérité aujourd'hui vous devez le reconnaître." Elle montre comment, c'est le système de protection qui a ruiné les industries à qui les capitalistes refusaient leurs capitaux. Elle donne un exemple: celui de l'industrie du bois qui intéresse particulièrement la région. Nous vendons notre bois $7 la corde aux Etats-Unis qui convertissent cette matière première en pulpe à $40 la tonne et en papier à $75 la tonne. Et notre bois vendu à $7 la corde, les ouvriers des Etats-Unis du travail. Ces jours derniers les industriels forestiers à Montréal ont résolu de réduire les salaires à $20 par mois dans les chantiers et a réduire la production de moitié. De sorte que l'on travaillera la moitié du temps et à un salaire de famine!

Le gouvernement doit adopter une politique de protection pour les ouvriers et les cultivateurs. La concurrence avec les Etats-Unis est une impossibilité. Le seul moyen d'assurer un marché aux cultivateurs c'est de donner de l'ouvrage aux ouvriers. Si ça va mal c'est parce que nous n'avons pas la protection que nous devrions avoir. 80 pays ont adopté cette politique. Pourquoi ne serait-elle pas avantageuse pour nous?

LES CHEMINS DE FER

M. A. E. Honeywell, avocat d'Ottawa, a surtout dénoncé le gouvernement au sujet des chemins de fer nationaux. On avait promis de ne plus rien dépenser pour ces chemins de fer. Qu'a-t-on fait? On a donné un contrat de 306,000 wagons. A qui? Aux Américains alors que les Canadiens étaient sans travail. M. Honeywell montre aussi que la propagande du Canadien-National porte la note suivante: "Imprimé aux Etats-Unis."

Il accuse le gouvernement d'avoir sacrifié les intérêts des vieilles provinces du pays à l'ouest pour conserver le pouvoir.

"Etes-vous satisfaits de la situation actuelle?" demande-t-il en terminant. "Allez-vous renouveler le contrat du gouvernement pour quatre autres années?"

A MESSINES

L'assemblée de Messines a réuni une foule enthousiaste qui a applaudi les orateurs qui étaient l'hon. M. Monty, M. le notaire F. A. Labelle; M. L. G. Gauthier, M. F. DesRochers, J. C. Douglass, Georges Kidd. Ce fut le plus gros ralliement politique que l'on ait encore vu dans toute la région.

EN VOYAGE

Mme A. B. Lacerte part pour un voyage dans la province de Québec, elle visitera Montréal, Les Trois-Rivières, Québec, Lévis et différents endroits jusqu'à la Rivière du Loup et de là à Notre-Dame de Portage où elle sera l'invitée de Mme E. Lorans.

CE QU'ON A DIT

"En 1921 je vous ai mis en garde contre les promesses du parti libéral. Avais-je raison? N'avez-vous pas été trompés?"

* * *

"La meilleure façon de servir l'Angleterre c'est de servir le Canada."

* * *

"Il vaut mieux garder un seul canadien au pays que de faire venir 10 étrangers."

L'HON. M. MONTY.

* * *

"M. Murdock est le ministre des sans-travail."

* * *

"L'est canadien a été sacrifié à l'ouest par le régime libéral."

* * *

"Pour remplacer les nôtres qui quittent le pays on a dépensé des millions pour faire venir des étrangers qui passent ensuite aux Etats-Unis."

M. F. DESROCHERS.

* * *

"Je vous ai toujours dit la vérité aujourd'hui vous devez le reconnaître."

* * *

"Le seul moyen d'assurer un marché aux cultivateurs c'est de donner du travail aux ouvriers."

* * *

"On a adopté la protection dans 80 pays — pourquoi ne serait-elle pas avantageuse pour nous?"

M. F. A. LABELLE.

EN PRISON CHEZ ELLE

Une femme est enfermée pendant deux ans dans son château.

UN TESTAMENT

Son mari, accusé, dit qu'elle avait un caractère acariâtre et insupportable.

Paris. — Depuis deux ans, à la suite d'une question d'intérêts, M. Charles Soller, industriel, ancien explorateur et homme de lettres, âgé de 67 ans, séquestrait sa femme, née Chanot âgée de 51 ans, soeur de l'ancien directeur de la police municipale de Paris.

C'est dans son propre château, à Châtenay-en-France, arrondissement de Pontoise, que la malheureuse était enfermée.

Une nommée Berthe Delaplanche, âgée de 51 ans, prétendue secrétaire de M. Soller, était, en réalité, la gardienne de la séquestrée, qu'elle privait de toute communication avec l'extérieur.

C'est à la suite d'une dénonciation anonyme que la 1ère brigade mobile de Versailles et le Parquet de Pontoise se rendirent à Châtenay-en-France.

Ils constatèrent que toutes les portes du château étaient garnies de verrous et de chaînes. Mme Soller était nourrie incomplètement d'oeufs et de lait à tel point qu'elle dépérissait à vue d'oeil.

Interrogée, elle a déclaré que son mari l'avait contrainte à lui signer un testament par lequel, en cas de mort, sa propriété lui reviendrait. Mme Soller n'avait même pas l'autorisation de communiquer avec sa famile, avec laquelle, depuis son mariage qui remonte à 20 ans, elle était brouillée.

M. Soller, interrogé, séparément, a déclaré qu'il était inexact qu'il ait voulu se débarrasser de sa femme, ajoutant qu'elle avait un caractère très acariâtre et qu'il avait cru agir sagement en la soumettant à une active surveillance.

Mme Soller a été transportée à l'hospice de Brévannes. Quant à son mari, il a été laissé en liberté provisoire, ainsi que Mlle Delaplanche. Tous deux ont été inculpés de séquestration avec violence.

UNE DEFAITE DES LIBERAUX

ON PREDIT LA DEFAITE DU GOUVERNEMENT VENIOT AU NOUVEAU-BRUNSWICK.

La presse américaine, à l'approche des élections générales au Canada, s'intéresse de plus en plus à la politique canadienne. Le "Detroit Free Press" qui a toujours porté un intérêt constant à nos affaires politiques prédit que le gouvernement libéral sera renversé au Nouveau-Brunswick. "Les libéraux de la capitale admettent, dit le "Free Press", qu'ils seront battus dans cette province.'

Le journal concède 42 sièges sur 46 aux conservateurs. Et il ajoute que ce vote indiquera peut-être dans une large mesure ce que sera celui de la province de Québec puisque les Acadiens constituent 40 p. 100 de la population de la province.

Il y a actuellement à la législature:

29 libéraux,
12 conservateurs,
7 progressistes.

De leur côté les libéraux prétendent conserver 10 de majorité.

SERAIT-CE LA MORT DU PIANO

Moscou. — Un musicien russe S. Giley, vient d'inventer un nouvel instrument de musique destiné espère-t-il, à remplacer les pianos droits ou à queue. Son instrument a un clavier ordinaire, la forme d'une boîte et ne pèse que 50 livres. Les cordes sont remplacées par un peigne d'acier et les marteaux par des "pinceurs", qui accrochent les dents des peignes.

Des compositeurs et des musiciens russes, parmi lesquels Ippolitov-Ivanov et Avranek, qui ont joué cet instrument au Conservatoire de musique de Moscou, assurent qu'il peut remplacer le piano actuel, que son ton est plus fort et ses intonations supérieures à ceux des pianos ordinaires. On l'a nommé le "Pichetone". On pense pouvoir le produire à un prix assez bas pour concurrencer avec succès les encombrants pianos du vieux modèle.

La Semaine Politique

Les ministres sont venus dans la capitale au chevet d'un gouvernement moribond. — Le cabinet est divisé sur le chapitre des élections et M. King hésite. — Ce qui se passe au Nouveau-Brunswick. — L'activité des conservateurs dans toutes les provinces du pays.

CE NE SERA PAS AVANT le 17 août que le cabinet reprendra ses délibérations. Il s'est ajourné mercredi soir sans prendre de décisions sur les élections générales. On dit qu'il attend le résultat des élections provinciales pour en décider.

* * *

LES DELIBERATIONS DU CABINET réuni d'urgence par le premier ministre King lundi dernier alors qu'il rappela tous ses ministres dans la Capitale pour délibérer sur la situation politique n'ont pas éclairci l'atmosphère. Les rumeurs d'élections à brève échéance continuent de semer l'inquiétude chez les électeurs qui se demandent si le gouvernement se résignera à les consulter cette année. On peut comprendre l'instabilité d'une pareille situation et il y a lieu d'espérer que M. King fera en sorte de rétablir la tranquilité en faisant connaître sans délai ses intentions.

* * *

C'EST UNE SITUATION EXCESSIVEMENT tendue qui crée dans tout le pays un malaise très grand. Les hésitations prolongées du gouvernement ne font qu'accroître ce malaise qui retarde la reprise des affaires. En dépit de l'incertitude générale une grande activité électorale règne dans les deux partis. L'opposition pour n'être pas prise au dépourvu prend les devants et pousse activement les préliminaires électoraux. Les conservateurs ont déjà désigné une vingtaine de candidats en Ontario; dans la province de Québec l'hon. M. Monty, et ses lieutenants continuent leur offensive protectionniste qui remporte un succès qui alarme le gouvernement; l'hon. M. Meighen est parti cette semaine pour le Manitoba où il doit porter la parole à quatre grands ralliements conservateurs; et dans les provinces maritimes les conservateurs se préparent à renverser le gouvernement Veniot.

* * *

MAIS L'ELECTION SE CONCENTRE sur la Capitale où tous les ministres se concertent avec le premier ministre sur cette situation. Après deux longues réunions de son cabinet M. King n'avait encore rien à annoncer. A la fin de la troisième il communiqua une nouvelle peu importante qui désapointa le public qui attend une décision.

* * *

ON S'EXPLIQUE ASSEZ AISEMENT l'attitude hésitante du cabinet. Les ministres, pour la plupart reviennent de toutes les parties du pays où ils ont sondé l'opinion. Il n'est pas étonnant que les opinions soient très partagées au conseil sur le chapitre des élections. L'hon. E. D. McDonald revient de la Nouvelle-Ecosse où les libéraux sont encore sous le coup de leur défaite accablante. Au Nouveau-Brunswick la situation n'est guère plus favorable. Il est pratiquement entendu que les ministres des provinces maritimes préféreraient que l'on remette à l'an prochain l'échéance. Mais les ministres de Québec veulent des élections immédiates parce qu'ils prévoient que le sentiment populaire sera encore plus hostile au gouvernement l'an prochain. Les ministres d'Ontario sont du même avis. Ceux de l'ouest, s'il faut en juger par M. Motherwell, estiment "que le temps est venu de faire des élections."

* * *

ET M. KING A QUI REVIENT la tâche de trancher la question hésite espérant que ses ministres finiront par s'entendre. Il ne serait pas surprenant qu'il remette à plus tard la solution de cette difficulté. On attendrait le résultat des élections provinciales du Nouveau-Brunswick. Si les libéraux y remportent un succès relatif les ministres de cette province seront plus conciliants et l'on hésitera moins à faire le plongeon contre le gré de la minorité du cabinet.

* * *

DE TOUTES FAÇONS M. KING devra nommer neuf sénateurs. Plusieurs de ses ministres veulent aller à la Chambre-Haute. De plus il est certain qu'un bon nombre de députés désirent être casés en permanence. Ces nominations nécessiteront plusieurs élections complémentaires et une réfection partielle du cabinet. Dans les circonstances le gouvernement ne peut guère songer à cette alternative qui pourrait le compromettre gravement. Ce n'est pas à la veille d'un appel électoral que l'on tient cinq ou six élections complémentaires quand on n'est pas sûr de l'opinion publique. C'est ce qui engagerait le gouvernement à tout faire d'un coup: nominations, refection du cabinet, dissolution et élections.

* * *

LES REUNIONS DU CABINET A OTTAWA font un peu oublier la campagne électorale au Nouveau-Brunswick où le sort du gouvernement Veniot sera décidé le 10 août. Plusieurs libéraux dans la capitale et la majorité des journaux prévoient une victoire conservatrice. Ceux qui persistent à croire au maintien de M. Veniot ne lui accordent qu'une majorité de dix. C'est-à-dire qu'ils concèdent déjà aux conservateurs un gain de sept. Chez les conservateurs toutefois les prévisions sont tout autres. Ils accordent à M. Baxter un gain de 17 sièges au moins.

* * *

DANS LA PROVINCE DE QUEBEC l'activité électorale s'accroît rapidement. Pour faire contre-partie à la campagne conservatrice les libéraux organisent des ralliements et des réunions publiques en prévision de la lutte. On vient d'annoncer qu'un troisième parti qui aurait des affinités avec les progressistes de l'ouest engagerait la lutte avec les autres partis. Il doit prochainement faire connaître son programme et organiser sa campagne. On ne sait pas encore quel facteur ce parti représentera dans la lutte. Il est probable qu'il sera négligeable et que l'on assistera aux derniers efforts de survivance du mouvement progressiste dans Québec qui jusqu'ici a fait échec.

* * *

CE QUI FAIT SUPPOSER QUE LE conseil des ministres ne délibère que sur les élections, c'est qu'il ne prend aucune décision sur des questions urgentes qu'il est appelé à résoudre. Aucune importante nomination n'est encore faite et l'on ne décide rien au sujet des élections complémentaires.

LA MISERE DU CULTIVATEUR

Le "Progrès du Golfe", constate que la région qu'il habite traverse la crise économique la plus grave que l'on ait connue depuis 40 ans. Les cultivateurs ne peuvent joindre les deux bouts et s'endettent. Les principaux produits de la terre ont tellement perdu de leur valeur que les fermiers sont obligés de les vendre à vil prix ou de les laisser pourrir. Le commerce, les professions et les métiers subissent, dans une anémie inquiétante les conséquences de cette paralysie de la première de nos industries. L'argent est rare, affreusement rare, et circule à peine, dans une proportion réduite à la plus simple expression. "Nous connaissons, dit le "Progrès", mainte maison de commerce des plus solides et même parmi les plus prospères de naguère que la dépression financière la stagnation des affaires affectent et minent si profondément qu'on craint l'éventualité où par prudence et précaution leurs propriétaires grevés de charges sans-compensations, croiront avantageux de fermer leurs portes pour cesser d'opérer à perte et ne point s'exposer à quelque catastrophe. Ce que nous disons des maisons de commerce peut s'appliquer "in toto" à maints bureaux d'affaires, littéralement désemparés, transformés de ruches naguère très actives en lieux stupiement mornes et désertiques. On peut se faire, par ce bref exposé de l'immobilisation de certains éléments et rouages vitaux de notre organisme social, une idée de l'état général de cet organisme."

SUS AUX PREJUGES

Les libéraux et les conservateurs sont solidairement responsables de notre participation à la guerre de 1914.

LA CONSCRIPTION

Guerre aux préjugés. — Mise au point définitive par M. DesRochers au sujet de la campagne libérale.

"AUX ELECTIONS prochaines nos adversaires sèmeront encore les préjugés pour tromper l'électeur en l'empêchant de se prononcer sur les grandes questions qu'il doit résoudre. Pour donner un vote sain il faut écarter tout préjugé et se renseigner exactement sur la véritable situation." C'est par cette déclaration que M. F. DesRochers, avocat de Montréal, l'un des plus éloquents orateurs de l'offensive protectionniste commençait sa "mise au point" au sujet de la campagne du préjugé conscriptionniste à l'assemblée d'Aylmer lundi dernier.

LA CONSCRIPTION

"Nous, les conservateurs, voulons prendre notre part de responsabilité mais que les libéraux ne s'évadent pas: ils sont solidairement responsables de notre participation à la guerre de 1914", dit M. DesRochers qui d'une façon brève mais très précise prouva comment les libéraux ont été AVANT 1914 les artisans de notre participation à la guerre et APRES 1914 les secondeurs de toutes les mesures militaires. D'abord il rappelle qu'en 1885, lors de la guerre du Soudan, Sir John A. MacDonald refusa catégoriquement de faire participer le Canada à cette guerre Mais le mouvement impérialiste se déclancha peu après et Sir Wilfrid Laurier se laissa entraîner jusqu'à la CONSCRIPTION.

AVANT 1914

Le premier pas fut fait en 1898 quand Sir Wilfrid Laurier engagea le Canada dans la guerre sud-africaine: le mouvement impérialiste prenait pied au Canada. Il devait nous conduire inévitablement à la CONSCRIPTION. En effet en 1904 Sir Wilfrid Laurier fait adopter notre loi de CONSCRIPTION militaire. En 1909 il fait adopter sa fameuse résolution qui reconnait le principe de notre participation aux guerres de l'Empire. Mais on ne s'arrêta pas là. L'année suivante, 1910, c'est la marine de guerre, canadienne en temps de paix, impériale en temps de guerre.

EN 1914

On avait mis le doigt (1898) la main y passa (1904) ensuite le bras (1909) et l'épaule (1910) et quand en 1914 la guerre éclata rien d'étonnant que le corps passât tout entier dans cet engrenage de l'impérialisme militaire que le régime libéral avait si bien préparé pendant 12 ans. "Voilà comment les libéraux ont été avant 1914, insista M. DesRochers, les artisans de notre participation à la guerre. QU'ILS ADMETTENT D'ABORD CETTE PREMIERE RESPONSABILITE."

LA GUERRE

Sir Wilfrid Laurier ayant fait admettre par le parlement en mars 1909 le principe de notre participation à la guerre le Canada DEVAIT en 1914 y participer. ET LES LIBERAUX NE S'Y OPPOSERENT PAS. Au contraire ils ont tous sans aucune exception, voté tout l'argent demandé par le gouvernement pour cette participation:

1914 : $ 50,000,000
1915 : $100,000,000
1916 : $250,000,000

Soit $400,000,000 pour la guerre en trois ans votés par les DEUX PARTIS SANS UNE SEULE ABSTENTION.

"Voilà, insista M. DesRochers UNE SECONDE RESPONSABILITE QUE LES LIBERAUX DOIVENT ADMETTRE.

LA CONSCRIPTION

Un autre principe avait été admis par Sir Wilfrid Laurier en 1904: celui de la conscription militaire. Il fut appliqué en 1917 Quand il s'est agi d'obtenir des subsides pour la mise en vigueur de cette loi pas un seul libéral s'y opposa et la chambre TOUTE ENTIERE vota $500,000,000. L'année suivante il fallait $345,000,000 la chambre TOUTE ENTIERE les DEUX PARTIS, les votèrent.

Soit, pour toute la période de la guerre, une somme globale de $1,627,273,000 votés par LES DEUX PARTIS SANS AUCUNE EXCEPTION.

(Suite à la page 5)

Le temps qui change tout, change aussi notre humeur.

UNE REDUCTION DES AMENDES PAR UN JUGE POUR DE L'ARGENT COMPTANT

Le juge du "tribunal du cadenas" dispose ainsi en une seule journée de 500 cas. — Une offre alléchante aux coupables.—Pour dégager les rôles où il y a 2,000 causes.

"COUPABLES"

New-York. — Le juge fédéral Garvin, présidant le "Tribunal du Cadenas", lequel, débarrassé presque de tout son mobilier, présentait quelque peu l'aspect d'une salle de danse, a expédié de la besogne à grande vitesse.

Afin de dégager les rôles, sur lesquels sont inscrits environ 2,000 délits secondaires pour infraction à la prohibition, il avait annoncé que ceux qui plaideraient coupables s'en tireraient immédiatement avec des amendes variant de $50 à $100, "cash".

Cette offre alléchante avait attiré une foule considérable, qui, l'argent en main, assaillait le tribunal. "Allons, messieurs et dames, profitez de l'occasion!' Un bon quart de l'assistance, passablement bigarrée, était représentée par le sexe faible.

A l'appel des noms, on ne répondait point: "Présent"! mais: "Coupable!"

Et le président, ayant marmonné à une vitesse ultra-sténographique, les humides offenses, infligeait les pénitences adéquates, les veinards attrapant $50 d'amende, et les moins fortunés $100, payés comptant.

Par-ci par-là, quelque récalcitrant, plaidant non-coupable, voyait son cas renvoyé à quelques jours, au risque de se voir infliger de la prison si son orthodoxie volsteadienne n'est point reconnue.

500 pécheurs passèrent ainsi au tribunal de la pénitence.

UN RECORD ORATOIRE

C'est probablement celui que vient de battre M. le chanoine Coubé qui après avoir prêché le Carême à Saint-Eusèbe de Montréal, a parcouru tout le Canada et donné 120 conférences en 120 jours. M. le chanoine Coubé, de retour en France, nullement fatigué de cette randonnée oratoire, n'a fait que traverser Paris et est reparti aussitôt pour Trouville où il va donner à Notre-Dame de Bon-Secours sa dixième station estivale.

300 MILLES A L'HEURE

Londres. — Le "Daily Graphic" annonce qu'un ingénieur autrichien, Charles Glygorin, vient d'arriver à Londres avec le plan d'un aéroplane entièrement nouveau. Cet appareil est basé sur l'application du principe tournant, en usage sur les navires "Flettner". Il peut s'élever verticalement, comme un hélicoptère, sa vitesse est trois fois plus grande que celle d'un aéroplane de mêmes dimensions des plus rapides. Il serait capable d'atteindre une vitesse de 300 milles à l'heure, ce qui mettrait l'Amérique à moins de 12 heures de l'Europe. L'économie réalisée est de 55 pour cent.

LA POLOGNE SE RETABLIT PAR LA PROTECTION

LE MINISTRE DES FINANCES POLONAIS PROMET UNE GRANDE PROSPERITE A SON PAYS A LA SUITE DE L'ELEVATION DES DROITS DOUANIERS.

Vienne. — Le comte Lasocki, ambassadeur de Pologne à Prague, s'est exprimé d'une façon intéressante au sujet des répercussions politiques de l'augmentation du tarif douanier en Pologne, spécialement en ce qui concerne la France et la Tchécoslovaquie. Le comte Lasocki a dit entre autres: L'augmentation du tarif des douanes est de nature purement financière. En même temps que le ministre des finances, le président du conseil Grabski a constaté que le bilan commercial avait un développement très défavorable. Au mois de mars spécialement, on remarqua un déficit sérieux. De plus, on protesta vivement en Pologne contre le fait que, de l'étranger et spécialement de la France, toutes sortes de marchandises de luxe étaient importées dans le pays, ce qui nuisait au bilan commercial sans apporter aucun avantage à la grande masse de la population. Pour remédier à ces inconvénients, le ministre des finances a décidé une élévation de tarif pour quelques marchandises. Ces mesures sont provisoires; elles seront en vigueur jusqu'à ce que le bilan commercial se soit amélioré. On espère beaucoup de la moisson de cette année qui s'annonce comme excellente et permettra une grande exportation de produits agricoles.

RAJEUNIR PAR LE SANG

UN SAVANT DE PARIS CROIT AVOIR DECOUVERT UNE VRAIE METHODE DE RAJEUNISSEMENT.

Paris. — Est-on enfin parvenu à trouver la vraie méthode de rajeunissement de l'homme? Un savant le Dr Jawarski est actuellement à faire des expériences à Paris pour prouver que l'on peut donner une seconde jeunesse à l'homme. Sa théorie paraît plausible au monde scientifique puisque le Bulletin Officiel de la Société médicale des practiciens en a fait une étude très sérieuse.

Il s'agit plus de glandes. Sa méthode est pratiquement une transfusion de sang.

Mais voici quel principe guide cette méthode: il faut que celui qui donne son sang ait la même physionomie que celui qui le reçoit et le même tempérament.

Ce n'est pas là uniquement une théorie puisque les expériences tentées par ce savant ont donné déjà des résultats merveilleux.

EN CULOTTE

Bath. — M. Leonard Hill, membre de l'Institut britannique, a dit devant l'Association médicale britannique réunie ici que les hommes devraient ne plus porter de pantalons longs et éviter par là même les varices.

Les cols serrés sont aussi mauvais pour la santé, a déclaré le docteur. Les jeunes filles en portant des blouses échancrées, des jupes courtes et des bas fins ont le corps plus exposé que les hommes aux excellents effets des rayons ultra violets.

TEMPERATURE

PRONOSTICS POUR LE MOIS DE JUILLET

Du 1er au 3, chaleur étouffante.
Du 4 au 6, incertain, menaçant.
Du 7 au 10, orageux, chaud.
Du 11 au 12, humide, brouillard.
Du 13 au 16, orages électriques, vent et grêle.
Du 17 au 20, période fraiche.
Du 21 au 22, désagréable.
Du 23 au 26, vague orageuse.
Du 27 au 28, temps se mettant au beau.
Du 29 au 31, chaud.

PHASES DE LA LUNE

P.L.	D.Q.
Juillet 5 11.54 p.m.	Juillet 12 4.34 p.m.
N.L.	**P.Q.**
Juillet 20 4.40 p.m.	Juillet 28 3.23 p.m.

Spécialiste dans les Maladies des Pieds
Dr P. LADELPHA
95, rue Sparks Tél. Q. 2154
Pour les Ongles incarnés. Cors Oignons et tous les maux de pieds.
Bureau: 202 Union Bank Bldg.
Patronné par la Royauté.

Tél. Queen 2214
BANK STREET TAXI
SEPT SEDANS
125½ RUE BANK
A. GRAVEL, OTTAWA, Ont.